

Grèce : plan d'accueil des réfugiés

Transcription

Zéphyrin Kouadio :

La crise migratoire encore, mais cette fois à propos du programme lancé aujourd'hui par la Commission européenne et le Haut-Commissariat aux réfugiés.

Edmond Sadaka :

Il s'agit d'un nouveau programme d'accueil des réfugiés mis en place en partenariat avec les autorités grecques. La Grèce va créer 20 000 places d'accueil pour les réfugiés.

L'opération sera financée par l'Union européenne, c'est donc l'Union européenne qui va payer et ce sera une somme de 80 millions d'euros.

L'engagement avait été pris il y a presque deux mois par Athènes, au moment du mini-sommet de l'Union européenne consacré à cette question.

Les précisions de Charlotte Stiévenard, notre correspondante en Grèce.

Charlotte Stiévenard :

L'Union européenne paie, mais c'est le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui est chargé d'organiser les 20 000 places dans des logements pour les réfugiés. George Okoth-Obbo, commissaire assistant aux opérations du HCR [*ndlr : Haut-Commissariat aux réfugiés*] donne le détail.

George Okoth-Obbo [*avec traduction*] :

Des locations d'appartement, des bons pour des places dans des hôtels et bien entendu des solutions d'hébergement dans des familles d'accueil.

Charlotte Stiévenard :

Les bénéficiaires seront les demandeurs d'asiles, mais surtout, ceux qui attendent leur relocalisation dans d'autres pays européens. Pour le ministre adjoint à l'immigration, Ioánnis Mouzálás, en plus d'améliorer les conditions d'accueil, ce programme doit aussi jouer un rôle social.

Ioánnis Mouzálás [*avec traduction*] :

Ce programme permet de répartir les réfugiés au sein de la population au lieu de former des ghettos. Cela permettra d'éviter les répercussions dans la société qui sont utilisés par l'extrême droite et les xénophobes pour propager leurs thèses.

Charlotte Stiévenard :

Ces places dans des logements doivent être créées d'ici la fin de l'année. La somme totale de 80 millions d'euros doit aussi permettre de financer la nourriture ou encore les services sociaux.

Charlotte Stiévenard, Athènes, RFI.